

Hongrie – Orban adopte l'histoire qui lui convient

Le 16 juin 1989, dans les derniers mois du régime communiste, Budapest a été la scène d'une grande manifestation. Il s'agissait du ré-enterrement d'Imre Nagy, premier ministre pendant la révolution de 1956. Nagy, communiste, avait fait le choix de se mettre du côté de l'insurrection populaire qui avait éclaté le 23 octobre et qui exigeait le départ des troupes soviétiques et la démocratie, créant des conseils dans les villes et les usines. Après la sanglante suppression de la révolution par des chars soviétiques, Nagy et deux de ses camarades furent pendus, le 16 juin 1958.

Parmi les orateurs à la cérémonie du ré-enterrement, le jeune Viktor Orban, figure de l'opposition démocratique, faisait l'eulogie de Nagy.

Le 18 décembre 2018, sous les ordres du même Orban, la statue de Nagy qui avait été érigée dans un square face au Parlement a été enlevée – dans la nuit, pour éviter des protestations. Elle doit être remplacée par une reproduction d'une statue anticommuniste de 1934.

Après 1989, Orban avait commencé assez vite à prendre ses distances avec Nagy. Ni le communisme ni la démocratie socialiste n'étaient compatibles avec le régime de capitalisme néolibéral qui s'instaurait alors en Hongrie.

Dés lors, Orban s'embarquait sur le chemin qui le mènerait à se réclamer de la « démocratie illibérale ». En route, il trouvera une filiation historique qui lui convenait mieux ; celle du régime du dictateur Miklos Horthy (1920-1944), présenté comme un « Age d'or ». C'est un mensonge historique. Ce régime est né dans le sang, celui des partisans de la République des conseils, écrasée en août 1919. S'ensuivirent

deux ans d'une terreur blanche, une chasse aux communistes, socialistes et Juifs. Après, le fonctionnement « normal » de la dictature se reposait sur l'interdiction des organisations communiste, socialiste et syndicaliste. Leurs militants furent emprisonnés et torturés. Le régime sera toujours marqué par un antisémitisme, qui préparait le terrain pour l'extermination de plus de 500,000 Juifs pendant la guerre. Il était aussi revanchard, cherchant à récupérer les territoires perdus après 1918 et qui se trouvaient alors en Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Roumanie. Il réussira, brièvement, grâce à son alliance avec l'Allemagne nazie.

En 2013, une statue de Horthy a été érigée à Budapest. En octobre 2016, dans la ville de Pomaz, a été inauguré un monument avec une carte de la « Grande Hongrie » d'avant 1918. Et en janvier 2019, le gouvernement hongrois, dans une commémoration officielle de la déroute en 1943, face à l'Armée rouge, de la Deuxième armée hongroise qui se battait aux côtés de la Wehrmacht, l'a décrite comme la « journée noire de l'Armée hongroise ».

Orban assume donc le régime de Horthy, y compris l'alliance avec l'Allemagne nazie (la Hongrie a adhéré en 1939 au Pacte anticomintern, l'Axis). Mais il nie toute responsabilité pour l'Holocauste. Dans un nouveau préambule à la Loi fondamentale de Hongrie en 2011, on situe le point de rupture dans l'histoire de la Hongrie avec l'occupation du pays par l'Allemagne en mars 1944, après que Horthy avait essayé de négocier une paix séparée avec les Alliés. Or, si la déportation des Juifs s'est accélérée après cette date, elle avait commencé bien avant.

Le gouvernement hongrois reste pourtant indulgent envers le nazisme. Le 9 février, comme chaque année depuis 1997, une marche aura lieu à Budapest, organisée par l'extrême droite hongroise, pour commémorer la capitulation de l'Armée allemande en 1945, appelée « la Journée de l'honneur ». A cette occasion, des mouvements néonazis de plusieurs pays

européens convergeront vers Budapest, certains portant des uniformes SS et des drapeaux avec la croix gammée. Le gouvernement hongrois les autorise, car il s'agirait d'une « commémoration historique ». Et comme chaque année, les antifascistes hongrois organiseront une contre-manifestation, au nom d'autres valeurs et d'une autre histoire.